

révoltes

Mai-juin 2009

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Site : revoltes-presse.fr

Contre l'Europe des capitalistes, une seule alternative :

Une Europe de la jeunesse et des travailleurs, une fédération d'États socialistes de l'Europe

La crise du capitalisme ravage l'Europe

Les élections européennes du 7 juin vont se dérouler alors que la crise économique touche de plein fouet l'ensemble des économies européennes. Pour les travailleurs et la jeunesse, cela se traduit en particulier par une vague ininterrompue de licenciements et un chômage croissant.

Dans chacun des pays de l'Union européenne, ce sont les mêmes politiques qui sont mises en œuvre : soutiens financiers extraordinaires aux banques et plans de « relance » se multiplient. Ces deux types d'interventions impliquent l'endettement de l'État, dettes que la population laborieuse devra ensuite financer. En même temps, tandis que les fermetures d'entreprises se multiplient, les gouvernements réduisent les effectifs des fonctionnaires et, dans certains cas, réduisent aussi leurs salaires.

Et les travailleurs voient bien que l'Union européenne agit en défense des banques, en défense du capitalisme, et contre les intérêts des salariés. Ainsi les différents gouvernements se servent des traités européens pour justifier le refus de toute mesure sérieuse de défense de l'emploi (Par exemple : nationaliser les entreprises qui licencient ou qui ferment, les nationaliser sans indemniser les actionnaires et injecter les capitaux nécessaires pour qu'il n'y ait aucun licenciement).

D'importantes mobilisations

Depuis plusieurs mois d'importantes mobilisations se sont développées dans nombre de pays (Grèce, Italie,...). En France, contre la politique de Sarkozy, les salariés et la jeunesse ont mené de grandes mobilisations, en Guadeloupe, en métropole. Leurs revendications sont particulièrement claires : refus de tous les licenciements ! Retrait, abrogation, des « réformes » du gouvernement contre l'Enseignement public : réforme des lycées ; loi d'autonomie des universités (LRU) et des décrets qui en découlent...

Mais les salariés comme les étudiants se sont heurtés à la politique des dirigeants syndicaux qui « négocient » avec Sarkozy et son gouvernement. Ils se sont aussi heurtés à l'absence d'issue politique, car aucun parti ne formule de proposition pour l'unité politique immédiate contre Sarkozy, l'UMP et autres partis bourgeois.

Dans cette situation, inévitablement, un grand nombre d'électeurs, un très grand nombre de salariés, de jeunes va faire le choix de ne pas aller voter lors des élections renouvelant le « Parlement européen ».

Des institutions réactionnaires, un Parlement sans pouvoir réel

En outre, le « Parlement » lui-même n'a pas de véritable pouvoir, quelque soit la majorité politique qui y siège. La réalité du pouvoir appartient au Conseil et à la Commission, lieux où les différents États et gouvernements bourgeois se mettent d'accord sur d'éventuelles mesures conformes à leurs intérêts.

Et chacun sait aujourd'hui que les institutions de l'UE sont conçues pour rendre impossible toute mesure à caractère social au niveau de l'Union.

La défiance des travailleurs à l'égard des institutions de l'UE est d'autant plus grande que leur volonté est ouvertement bafouée. Ainsi, en 2005, en France et aux Pays Bas, les électeurs ont massivement rejeté le projet de traité constitutionnel. Mais ce rejet a été contourné par les gouvernements de l'Union européenne qui se sont mis d'accord sur une nouvelle version appelée le traité de Lisbonne. Cette version est fondamentalement la même, et Sarkozy l'a fait voter directement en janvier 2008 par les parlementaires de l'UMP, du Modem, avec l'appui d'une majorité de ceux du PS.

Pour le front unique : voter contre Sarkozy !

En même temps, nombre de travailleurs vont se servir de ces élections pour exprimer leur rejet de la politique de Sarkozy, car ils comprennent fort bien que la politique de Sarkozy et celle conduite dans l'UE sont complémentaires et tout aussi réactionnaires.

Face à la politique de Sarkozy, il faut alors exprimer un vote « classe contre classe » : voter contre tous les candidats des organisations bourgeoises et voter, selon ses préférences, pour les organisations issues du mouvement ouvrier, les listes PS, Front de gauche (PCF et Parti de Gauche essentiellement), NPA ou LO.

Bien évidemment, et c'est tout à fait légitime, parmi ces possibilités, certains choisiront de ne pas voter pour le PS qui a soutenu le traité de Lisbonne, et voteront pour ceux qui rejettent ce traité : LO, le NPA avec Besancenot, ainsi que le Front de Gauche (mené par Buffet et Mélenchon).

Mais d'autres travailleurs, et c'est légitime, choisiront de voter pour le Parti socialiste parce que le PS leur semble nécessaire pour constituer une alternative gouvernementale à Sarkozy. Tous ces votes traduiront une même exigence : que se réalise l'unité pour une autre politique, et pour une alternative gouvernementale à Sarkozy.

Du traité constitutionnel au traité de Lisbonne

Lors du référendum de 2005, c'est un double « non » qui s'était exprimé : Non au traité constitutionnel et Non à Chirac.

Pour contourner ce rejet, les gouvernements ont fragmenté le texte, l'ont transformé en amendements aux traités antérieurs. Tous ces textes, au service des États bourgeois, interdisent toute législation sociale commune (salaire minimum par exemple). Ils organisent la concurrence « libre et non faussée ». Ils poussent à détruire les acquis sociaux arrachés par les travailleurs.

En juin 2008, les Irlandais rejetaient ce second projet. Le gouvernement vient donc de décider qu'ils devront voter une nouvelle fois. Bafouer les votes déplaisants, telle est la pratique constante des gouvernements bourgeois.

La perspective historique : une Union d'États socialistes d'Europe

C'est ce qui détermine la politique de Révoltes : quelques soient les divergences qui existent entre les partis issus du mouvement ouvrier, la responsabilité de ces partis est de réaliser l'unité contre Sarkozy, pour en finir avec Sarkozy sans attendre 2012. Tous ces partis ont appelé dans l'unité à manifester le 1^{er} mai. Ils peuvent donc bien déclarer, dans l'unité, qu'ils sont prêts à porter au pouvoir, sans attendre 2012, un autre gouvernement, un gouvernement sans Bayrou ni autre bourgeois.

Une telle perspective est indissociable du combat uni sur les revendications qui surgissent des mobilisations, en particulier : **interdiction de tous les licenciements, rétablissement de tous les postes supprimés dans la fonction publique, abrogation de la loi d'autonomie des universités (LRU) et des décrets qui en découlent (mastérisation des concours, attaque contre le statut des enseignants), abrogation des textes qui disloquent les organismes de Recherche, abrogation des lois contre les sans papiers, de tous les textes qui renforcent l'État policier, etc...**

Il ne s'agit là que d'une transition. Il n'y aura de véritable solution qu'avec un gouvernement des travailleurs entreprenant d'exproprier banques et grandes sociétés et planifiant, sous contrôle des travailleurs, de manière démocratique la production économique. C'est par ce combat, dans tous les pays, que pourra être constituée une autre Europe, une fédération d'États socialistes.